

# Gestion de la crise en Géorgie

*Le 2 octobre, des fonctionnaires géorgiens ont remis quatre officiers militaires russes inculpés d'espionnage au Président en exercice de l'OSCE, le Ministre belge des affaires étrangères Karel de Gucht. Les officiers ont alors été emmenés dans des véhicules de l'OSCE à l'aéroport international de Tbilissi où ils sont montés à bord d'un avion du Ministère russe des situations d'urgence et ont quitté le pays. Martha Freeman, porte-parole de la Mission de l'OSCE en Géorgie, a assisté au déroulement des événements.*

En apparence, il s'agissait là d'une démarche inhabituelle de la part de l'OSCE, mais quand on considère la vitesse à laquelle la tension avait monté les jours précédents ainsi que la « capacité diplomatique » et la raison d'être de l'Organisation, on comprend pourquoi l'OSCE était on ne peut mieux placée pour aider à trouver une solution qui s'imposait d'urgence.

La polémique entre Tbilissi et Moscou a été déclenchée le 27 septembre, lorsque le Gouvernement géorgien a arrêté plusieurs officiers russes en les accusant d'espionnage. Les médias et le public des deux pays ont digéré la nouvelle et les commentaires provocants des deux parties. La Russie a rejeté les accusations. La Géorgie a déclaré qu'elle avait des preuves pour justifier les arrestations. Les deux voisins campaient résolument sur leurs positions. Il fallait parvenir d'urgence à un accord, mais aucune des deux parties ne semblait disposée à faire marche arrière.

Le 29 septembre, la principale voie de dialogue diplomatique direct sur le terrain a été fermée lorsque l'Ambassadrice russe en Géorgie a été rappelé pour des consultations et que Moscou a commencé à évacuer les diplomates russes et leur famille et a cessé de délivrer des visas à des citoyens géorgiens.

A ce moment-là, le Président en exercice avait déjà entamé des entretiens intensifs avec le Ministre géorgien des affaires étrangères Gela Bezhuashvili et son homologue russe Sergueï Lavrov et avec le Président

géorgien Mikhaïl Saakashvili, la Secrétaire d'Etat américaine Condoleeza Rice et le Haut Représentant de l'Union européenne pour la politique étrangère et de sécurité commune, Javier Solana, qui insistaient en faveur d'une solution diplomatique.

Deux jours plus tard, l'avion du Ministre belge De Gucht a atterri à l'aéroport international de Tbilissi. Le Président en exercice s'est dirigé vers la ville où il devait aider à trouver un accord inhabituel et à régler pacifiquement la crise des officiers militaires arrêtés.

Après des entretiens avec les dirigeants géorgiens, le Président en exercice est arrivé au bureau du Procureur général où les quatre officiers russes détenus ont été remis à l'OSCE lors d'une cérémonie organisée en présence de reporters et de caméras de télévision. Le Président Saakashvili a dit qu'il avait ordonné l'expulsion des quatre officiers dans ce qu'il a appelé un geste de bonne volonté.

Se félicitant de cette libération, le Ministre De Gucht s'est déclaré heureux que l'OSCE ait pu trouver une solution au problème et aider à apaiser la tension considérable qui s'était instaurée entre les deux États, en

ajoutant ceci : « la prévention des conflits est une des grandes priorités de l'OSCE. Eu égard à notre vaste agenda en matière de sécurité, il était logique et vital d'aider à gérer efficacement cette crise ».

Lors d'une conférence de presse commune, le Président Saakashvili a exprimé sa gratitude à l'OSCE pour

les efforts qu'elle avait déployés en vue de régler la situation. Quelques jours plus tard, le Président russe Vladimir Poutine a écrit au Ministre de Gucht pour le remercier de collaborer étroitement avec le Ministre Lavrov au sujet du transfert des officiers russes.

Le Ministre de Gucht a indiqué qu'il restait en contact avec les deux parties et qu'il était disposé à recourir aux bons offices éprouvés de l'OSCE pour servir de médiateur entre les deux États participants au cas où ils le demanderaient.

Comme il l'a dit dans un éditorial de l'International Herald Tribune, il reste encore beaucoup à faire. « Fin de l'histoire ? Absolument pas. Les tensions ne sont pas apaisées, » a écrit le Ministre de Gucht. « Il ne suffit pas de revenir à l'état de chose qui prévalait avant le déclenchement de cette crise ».



L'aéroport international de Tbilissi, le 2 octobre 2006.

OSCE/STEVEN WEINBERG